

# Le business



Dans une pile de dossiers de candidature à un poste de cadre, un MBA est un atout de taille. Le ou la titulaire qui postule pour une place de médecin-chef signale ainsi sa sensibilité économique. La Commission de nomination, dans son rôle de gardienne des finances, y verra une promesse de réduire au minimum les déficits de l'hôpital. Les pensées sont commandées par les désirs. Selon le point de vue que l'on adopte, les trois lettres sont l'espoir d'une sortie de l'impasse financière ou à tout le moins la cerise sur le gâteau d'une longue liste d'employeurs prestigieux et d'aptitudes acquises.

Le titre fait l'homme. Les épithètes honorifiques ronflantes et ampoulées que l'on se décernait dans l'ancien Empire austro-hongrois font aujourd'hui sourire, mais rien qu'en Autriche, les survivances de cette époque représentent tout de même 900 titres, professionnels ou autres, encore réglementés aujourd'hui par des dispositions légales. Un grand nombre de ces titres archaïques ne sont plus utilisés que dans des cérémonies académiques, d'autres comme le titre de «Magister» ont été évincés par la réforme de Bologne. Dans notre pays aussi, les licences et diplômes sont remplacés par les bachelors et les masters. On serait néanmoins malvenu de se gausser de la «titulomanie» des temps féodaux, car le système de formation actuel génère lui aussi une kyrielle de nouveaux titres. Ils n'ont plus la consonance romantique d'antan car ces sigles ne sont compréhensibles que de leur titulaire. Car de tous les titres du vieil arsenal, seul celui de docteur a gardé sa magie, au moins dans notre société bourgeoise. Qui-conque arbore cette étiquette peut prétendre au prestige et au salaire qui lui est associé. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre la propension à dépenser beaucoup d'argent pour des titres fictifs ou à commettre des plagiats en rédigeant sa thèse. Mais il y a peut-être plus scandaleux encore que cette tricherie: l'erreur politique de croire que même quand on a fait la preuve de ces capacités, il faut un master ou un doctorat pour être réputé avoir réussi. Une illusion qui fait des ravages surtout dans les pays de langue allemande, où elle coûte régulièrement leur titre et leur carrière à de nouveaux politiciens. En France, seul un médecin est appelé «Docteur». Aucun diplômé de la Sorbonne ne songerait à faire précéder un nom d'un «Dr» sur une carte de visite ou un avis de décès.

Le désir de généraliser l'académisation des formations a fait proliférer les offres dans des proportions incontrôlées. Personne n'est en mesure d'avoir un aperçu complet des matières enseignées et encore moins de les évaluer. Ce business qui pèse des mil-

liards est devenu indispensable à de larges pans de l'industrie de formation. Aucun atelier d'écriture qui ne délivre pas à ses participants un diplôme basé sur de vagues critères de qualification, aucun institut d'éthique qui ne remplit pas ses caisses par la remise de Certificates of Advanced Studies. L'affirmation que la prestation a fait ses preuves reste souvent invérifiable. Beaucoup d'employeurs, par exemple dans de domaine de la santé, paient le prix du cours parce qu'ils sont désireux d'offrir quelque chose à leur personnel, une décision d'autant plus facile à prendre quand c'est le contribuable qui en fait les frais. L'économie donne le ton. La 14<sup>e</sup> des 44 idées publiées par le think tank «Avenir Suisse» en 2013 insiste sur la nécessité d'instituer le «compte de formation». Son but est le passage du régime actuel de financement par le fournisseur à celui du financement à la demande. En clair, l'étudiant doit financer ses études lui-même sur le modèle américain. Outre les dommages collatéraux qu'elle causerait sur le plan social, une telle mesure conduirait à fragmenter encore davantage les universités et les hautes écoles spécialisées pour faire proliférer à leur place des institutions telles que centres de formation spécialisés, organes de certification et prestataires de cours d'appui et de perfectionnement. Toutes surenchérisseront de nouveaux titres, certificats, diplômes et autres titres de management qualité dans leurs efforts de concurrence sur un marché de la formation encore plus juteux. La proposition suit la logique de consommation inspirant d'autres mesures sur la liste, qui visent à réguler toujours davantage le bien public par la voie des prix. Ce qui a été bon pour l'ancienne aristocratie doit le devenir pour la nouvelle ploutocratie. A l'époque déjà, les titres et les charges étaient vénales, seul reste à régler le problème de la transmission aux descendants. Pourtant, bien des problèmes trouveraient aisément une solution si l'on s'en tenait résolument à certaines règles: une nomenclature statutaire claire au lieu de l'actuel méli-mélo de lettres inintelligible, des mesures d'accompagnement sous forme de règlements vestimentaires discrets, des insignes et des broches, une mobilité légèrement restreinte et des documents certifiés conformes par leurs corporations. Un bon système, qui garantit l'ordre et la stabilité. Hélas, il règne toujours l'anarchie des labels, des Executive MBA, des MCA, MFA, MaHM, MaHE, M. Appl. Inf. et M.D.R.A., des M.Mus., M.Ed. et M.Sc., des nombreux CAS et des diplômes et maîtrises des universités du monde entier. Le pays a besoin de nouvelles idées.

*Erhard Taverna*

erhard.taverna[at]saez.ch